# SORTIR DE LA CRISE À TRAVERS DES PROJETS DE RELANCE ET DE TRANSFORMATION

## SIX PROPOSITIONS POUR DÉVELOPPER LA SOLIDARITÉ, LA CROISSANCE VERTE ET LA NUMÉRISATION PAR L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET PRIVÉ

BERLIN – PARIS – ROME,
LE 6 NOVEMBRE 2020

BDI
The Voice of German Industry
CONFINDUSTRIA
MEDEF

Nous, présidents des trois plus grandes organisations professionnelles de l'Union européenne et des fédérations membres de BusinessEurope, sommes profondément préoccupés par les ramifications sociales, économiques et politiques de la pandémie. La deuxième vague de la crise du Corona frappe à nouveau la santé publique, le bien-être et l'activité économique de nos pays. Elle impose des décisions fortes, urgentes et coordonnées pour relever les défis collatéraux tels que la lutte contre la pauvreté.

Nos entreprises ont mis en œuvre des mesures strictes pour empêcher la propagation du virus sur les lieux de travail et leurs chaînes de valeur et pour limiter les impacts économiques de la pandémie. Ces mesures se sont avérées globalement efficaces malgré les sévères restrictions à l'exercice d'activités normales : réunions, voyages, foires et salons, mais aussi production.

Un nouveau cycle qui va restreindre la vie publique et économique se met en place. Bien entendu, il est vital que les entreprises - tout comme les citoyens - s'en tiennent à des règles claires de prudence tant que la pandémie n'est pas maîtrisée. Mais tout doit être fait pour préserver le tissu productif et les conditions de vie face à cette seconde vague qui balaie les économies fragiles. La solidarité entre les pays européens est plus que jamais essentielle pour que personne ne soit laissé pour compte. Cela implique une action coordonnée de la Commission, des Etats membres de la Banque centrale européenne.

La pandémie peut être terminée en quelques mois mais son impact sur les économies et sur l'emploi durera des années : cette crise a mis à nu les inégalités existantes et les travailleurs les plus vulnérables nécessitent une attention urgente. La priorité est de restaurer la confiance et de relancer la croissance de l'emploi le plus rapidement possible.

En mai, nous avions appelé nos dirigeants à proposer un programme solide, crédible et de grande envergure qui aiderait les pays les plus touchés grâce à une relance pluriannuelle et massive, financée par des ressources européennes de l'ordre de 2 à 3 % du PIB annuel. L'accord ambitieux conclu lors du Conseil européen de juillet sur *NextGeneration* EU a répondu à cet appel. Il est urgent que l'ensemble des éléments de ce paquet puisse être adopté afin que le programme puisse être lancé maintenant. Nos gouvernements ont adopté des politiques robustes de sauvetage et de redressement à moyen terme qui soutiennent la liquidité des entreprises et les revenus des citoyens tout en offrant de nouvelles incitations à investir dans des solutions propres et numériques.

Aujourd'hui, nous appelons nos dirigeants à mettre en œuvre d'urgence l'intégralité de ces programmes afin de réduire les incertitudes pour les entreprises. Nous demandons à nos gouvernements d'éviter toute nouvelle contrainte ou condition supplémentaire pour nos entreprises. Il appartiendra à la Commission européenne de garantir une application harmonieuse des critères d'attribution afin d'éviter toute distorsion de concurrence entre les pays de l'Union.

Des avancées substantielles ont été réalisés récemment sur des projets clés de numérisation sur lesquels nous pouvons nous appuyer. Cependant, les progrès en matière de lutte contre le changement climatique ne sont pas encore assez rapides. Et les politiques actuelles n'aident pas suffisamment les entreprises de l'UE à atteindre l'ambition politique concernant l'objectif à moyen terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dès lors, et pour assurer un leadership de l'Europe dans la lutte contre le changement climatique, la Commission devrait réévaluer le mécanisme de l'ETS et éviter les mesures qui auraient pour effet d'aggraver un cycle économique déjà profondément affecté.

La deuxième vague qui frappe tous nos pays nécessite d'intensifier notre coopération en matière de politique de santé et de coordonner les règles concernant les déplacements pour garantir le bon fonctionnement du marché unique et la protection des chaînes d'approvisionnement de l'UE. Nous restons profondément préoccupés par l'environnement mondial difficile dans lequel, avant même l'éclatement de la pandémie, la rivalité américano-chinoise et les incertitudes qu'elle provoquent a mis à mal le commerce et l'investissement. L'Union européenne doit répondre à ces approches unilatérales

tout comme aux mesures protectionnistes qui entravent la reprise économique mondiale et qui pourraient conduire à une fragmentation des chaînes de valeur mondiales. Dans ce contexte critique, une position politique européenne forte est nécessaire pour affirmer la souveraineté européenne et pour établir des relations commerciales plus équilibrées et réciproques, à la fois avec les États-Unis – dans le but de trouver des solutions pragmatiques aux questions litigieuses et de dynamiser l'agenda transatlantique – et avec la Chine, afin d'assurer une coopération plus forte et plus juste. Nous réitérons notre appel à réformer et à renforcer l'OMC. Et nous souhaitons que des résultats concrets puissent être présentés à l'issue de la prochaine Conférence ministérielle. Les progrès dans l'ouverture des marchés des pays tiers ne doivent pas être stoppés : nous appelons à une nouvelle impulsion du programme de libéralisation de l'UE qui promeuve les intérêts commerciaux européens, à la fois offensifs et défensifs, par le biais d'accords bilatéraux et interrégionaux. En particulier, nous appelons à une ratification de l'accord UE-Mercosur. Enfin, les relations futures avec le Royaume-Uni devraient être régies par un accord global et ambitieux garantissant à nos entreprises la stabilité, la clarté et la certitude dont elles ont besoin. La réalisation d'un modèle européen d'autonomie stratégique ouverte favorisant la croissance verte et la numérisation sera essentielle pour soutenir la compétitivité internationale et le leadership de nos entreprises, la résilience de notre économie et la reprise. Cela impose de renforcer la coordination et la cohérence des différentes politiques européennes (politique commerciale, industrielle, environnementale, des données et de la concurrence).

# SIX ÉTAPES DOIVENT ÊTRE ACCOMPLIES

## 1. Finaliser le plan de relance au plus vite

Nous appelons les institutions européennes à parvenir à un accord en décembre sur l'ensemble du paquet, y compris le cadre financier pluriannuel, *NextGeneration* EU, le cadre de l'état de droit, et nous demandons aux États membres de ratifier la décision sur les ressources propres. Plus de quarante actes juridiques doivent être finalisés pour que les fonds européens puissent bénéficier aux entreprises et aux marchés : il s'agit de prendre en compte les besoins des entreprises pour la mise en œuvre de mesures exceptionnelles visant à limiter les conséquences l'épidémie, liée à la destruction du capital productif ou à la perte de compétences dans les entreprises. Nous exhortons nos dirigeants à mettre en œuvre des programmes robustes de relance et de résilience, sur la base de plans de réforme et d'investissement. Ces programmes nationaux doivent inclure des plans ambitieux pour le changement climatique, la numérisation, des projets communs et des réformes conformément aux recommandations pays du semestre européen. Nous demandons à nos gouvernements de mettre en place, au niveau national, des règles simples, lisibles et stables pour rendre ces programmes efficaces.

Selon le règlement RRF, les interventions financées par les plans nationaux de relance et de résilience devront respecter les règles en matière d'aides d'État. Nous reconnaissons la nécessité d'éviter les distorsions de concurrence dans le marché unique, mais nous soulignons la nécessité d'un cadre d'aides d'État flexible, cohérent avec l'objectif ambitieux de la relance européenne, conçu précisément pour que les États-membres puissent soutenir et financer des mesures de niveau national.

## 2. Engager dès maintenant une politique industrielle ambitieuse

L'Union européenne a besoin d'une stratégie industrielle ambitieuse avec des objectifs, des étapes, des politiques clairs, ainsi que l'a acté le Conseil européen des 1er et 2 octobre 2020. L'évaluation de la stratégie industrielle de l'UE au début de l'année prochaine doit être conclue rapidement et conduire à une action forte des institutions européennes et des États pour sa mise en œuvre. Le débat approfondi sur les chaînes de valeur stratégiques a mis en évidence les domaines dans lesquels les politiques publiques peuvent contribuer à la compétitivité et à une indépendance accrue dans certains secteurs

stratégiques. À cet égard, les alliances industrielles paneuropéennes sont une voie à suivre utile, et les IPCEI (Projets d'Intérêt Commun européen) sur la microélectronique et les batteries se sont avérés être un outil déterminant pour renforcer l'autonomie stratégique européenne dans des secteurs industriels clés. Confindustria, MEDEF et BDI s'engagent à faciliter la mise en place rapide des prochains IPCEI sur l'hydrogène, le cloud, la microélectronique et sur les autres chaînes de valeur stratégiques identifiées par la Commission. L'intégration de la politique industrielle et la décarbonisation de l'industrie doivent être assurées et même temps que les conditions de concurrence sur les marchés mondiaux. Le cadre des aides d'État doit être adapté pour un meilleur soutien aux investissements pour la lutte contre le changement climatique – des propositions de la Commission sont ici nécessaires. Il s'agit également de permettre à toutes les entreprises (quels que soient leur taille, secteur ou région) d'augmenter leurs investissements. Nous exhortons les institutions européennes à appliquer ces règles-cadres dès que possible afin de débloquer les investissements privés dans les secteurs concernés et soutenir ainsi la double transition verte et numérique. Nous appelons nos gouvernements à utiliser les fonds disponibles des dispositifs de relance et de résilience pour relancer une stratégie industrielle ambitieuse. Nos trois gouvernements pourraient mobiliser quelque 90 milliards d'euros en 2021.

## 3. Soutenir la reprise grâce à des efforts conjoints en matière de technologie numérique

Nous saluons les progrès réalisés ces dernières années dans la promotion des technologies numériques clés. Nous appuyons le récent accord sur la fédération des *clouds* ; en tant que présidents des trois plus grandes organisations professionnelles de l'Union, nous avons demandé à rejoindre en tant que membres fondateurs Gaia-X, une initiative européenne forte et unique pour renforcer la souveraineté dans l'infrastructure des données. La voie est ainsi tracée pour le développement d'un marché du *cloud* européen compétitif avec des acteurs puissants basés dans l'UE. La standardisation des processus 5G et un plan d'action sur la 6G doivent maintenant être élaborés par les institutions européennes. Un cadre réglementaire favorable à l'innovation encourageant le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle et des plates-formes B2B innovantes est nécessaire pour renforcer l'écosystème numérique européen et donc la souveraineté numérique de l'Europe. Aussi, il est indispensable de compléter la stratégie de données. Le renforcement de la compétitivité numérique des entreprises européennes nécessite une action tout aussi énergique de déploiement de l'informatique haute performance dans la sphère privée et publique. Nous appelons nos décideurs à mettre en place un plan d'action impliquant les entreprises dès le départ. Un deuxième IPCEI sur la microélectronique est également nécessaire pour favoriser l'autonomie de l'Europe en matière de matériel informatique et de cybersécurité. L'amélioration de la R&D sur l'informatique quantique est une étape supplémentaire nécessaire, en particulier pour des raisons de sécurité. Un plan d'action sur l'utilisation industrielle de l'intelligence artificielle, de la robotique et d'autres technologies de données serait approprié, en s'appuyant sur des pôles d'innovation l'IA et les numérique. Ces objectifs de politique numérique pourraient être soutenus à hauteur de 18 milliards d'euros de subventions de *NextGeneration* EU pour nos trois pays dans le cadre des plans nationaux de Relance et de Résilience en 2021/22. Des fonds supplémentaires seront disponibles en 2023. Un soutien financier d'autres programmes nationaux ou européens pourrait être ajouté.

## 4. Soutenir la reprise grâce à des efforts conjoints en matière de technologie climatique

Nos trois pays pourront mobiliser plus de 30 milliards d'euros de subventions du programme *NextGen* en 2021/22 ainsi que des fonds supplémentaires en 2023 aux fins du changement climatique, atteignant ainsi le quota de 37 % de la facilité de Relance et de Résilience. Un financement supplémentaire provenant du budget annuel de l'UE et de sources nationales pourrait compléter l'effort. Les besoins sont énormes pour soutenir les investissements dans les technologies vertes qui ne sont pas encore commercialement viables, notamment pour des raisons de tarification du carbone.

L'Europe peut devenir le premier marché de l'hydrogène au monde. La principale exigence est le développement d'une stratégie européenne coordonnée sur une économie de l'hydrogène capable de fournir des solutions propres dans les transports, la production industrielle, les infrastructures énergétiques et d'autres secteurs au-delà des batteries et des technologies et carburants traditionnels. L'Allemagne, la France et l'Italie ont déjà annoncé des plans de mise en place d'usines gigawatts. L'Europe doit être leader sur les normes de qualité et d'infrastructure ainsi que sur la certification pour permettre la production et le commerce de gaz renouvelables. Le gaz et l'hydrogène doivent et joueront également un rôle important dans la décarbonisation de l'industrie. Des travaux sectoriels sur les produits chimiques, l'acier, les avions, la navigation et d'autres sujets devraient être engagés. Un premier IPCEI hydrogène devrait être négocié prochainement. Nous exhortons nos trois gouvernements à déployer un effort conjoint pour développer la R&D et faciliter la production, l'infrastructure et les partenariats internationaux pour l'importation d'hydrogène.

Dans le même temps, la conception du marché européen du gaz doit être encore optimisée pour permettre une intégration plus poussée. En Europe du Nord-Ouest, si le modèle d'objectif gazier a été rigoureusement mis en œuvre des effets positifs sur l'intégration du marché, la liquidité et les effets prix pourraient être mis en évidence. L'harmonisation des règles devrait être étendue à toute l'Europe (en particulier en Europe du Sud-Est afin d'accroître la sécurité d'approvisionnement en ce qui concerne la production de l'Est avec près de 49 % de la consommation de l'UE) et le cadre réglementaire adapté en supprimant les barrières réglementaires transfrontalières, afin de répondre aux défis de la transition énergétique, de la différenciation géopolitique des sources de gaz et de l'intégration des gaz renouvelables dans le système. Les externalités positives importantes sur d'autres secteurs de l'économie européenne devraient être prises en compte.

## 5. Assurer les investissements dans le paquet européen sur le climat

Nous exhortons nos gouvernements à mettre en place des instruments nouveaux pour concrétiser le *Green Deal*. La régulation et le financement de la transition doivent être fortement améliorés dans tous nos pays. Les besoins d'investissements dans l'industrie, dans les bâtiments, dans les transports et dans d'autres domaines sont considérables pour atteindre des objectifs climatiques beaucoup plus ambitieux à moyen et long terme de l'Union. Un soutien particulier doit être apporté à la formation pour les travailleurs des secteurs en déclin pour les préparer aux secteurs en développement. Le cadre de la finance durable doit être inclusif et englober toutes les solutions qui peuvent avoir un impact rapide et direct sur les réductions de GES. La majorité de ces investissements transformateurs devront être soutenus par des aides d'État, une réglementation adaptée, de nouvelles normes de marché et de nouveaux instruments financiers couvrant le risque de tarification du carbone à moyen terme. Rien de tout cela n'est encore en place. Nous appelons les institutions européennes à définir les moyens et les règles pour réaliser cette transformation et faciliter la création d'emplois. L'Union doit en même temps garantir des conditions de concurrence équitables au niveau international et répondre aux questions liées au commerce en évaluant la faisabilité d'un large éventail d'outils tels que le mécanisme de d'ajustement carbone aux frontières, sans en préjuger les résultats.

## 6. Renforcer les entreprises européennes dans la mondialisation

Nous réaffirmons notre engagement en faveur d'un monde ouvert et d'un commerce libre et équitable. Nous pensons qu'il est temps pour l'Union de moderniser ses outils et ses réglementations afin de mieux défendre son industrie contre les lois extraterritoriales et les pratiques étrangères déloyales. Cela donnerait à l'UE le levier nécessaire pour protéger les intérêts de ses entreprises, tout en tenant compte de l'intérêt plus large de l'Union et de la nécessité de résoudre les différends de manière coopérative afin de désamorcer les tensions commerciales.

Dès lors, nous appelons nos dirigeants à :

- **renforcer** toutes nos institutions et réglementations existantes pour les rendre plus efficaces et soutenir les entreprises. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la création d'un *Chief Trade Enforcement Officer* chargé de veiller à l'application des lois commerciales, en espérant que cela favorisera le respect des accords commerciaux et des obligations internationales par nos partenaires commerciaux ;
- **analyser** sérieusement et à discuter, avec toutes les parties prenantes concernées, la proposition de créer un instrument anti-coercition pour donner à l'Union le pouvoir de réagir à la coercition économique dirigée soit contre l'UE soit contre un seul État membre ;
- **créer** une institution financière publique pour maintenir les canaux de paiement ouverts avec les pays tiers sanctionnés par des partenaires internationaux étrangers et adopter des mesures pour garantir les flux commerciaux avec les pays tiers touchés par des sanctions extraterritoriales, tout en maintenant une coopération étroite avec nos alliés traditionnels ;
- **adopter** des mesures concrètes pour renforcer le rôle de l'euro dans les paiements internationaux.

La BDI, Confindustria et le MEDEF, continueront à travailler ensemble et également au sein de BusinessEurope, afin de contribuer à la définition de mesures et de politiques au niveau européen et national, de favoriser la reprise de l'économie européenne et de défendre la compétitivité de nos entreprises au niveau mondial.

Tous ces efforts doivent également être encouragés au niveau multilatéral, en veillant à ce que toutes les instances de gouvernance et de coopération fonctionnent de manière efficace et coordonnée. En 2021, l'Italie assumera la présidence du G20 ; en parallèle, Confindustria accueillera le B20, le groupe d'engagement de la communauté d'affaires du G20. Ces deux sommets devraient établir un ensemble d'objectifs et d'objectifs très ambitieux visant à restaurer la stabilité économique et à jeter les bases solides d'une croissance forte, durable, équilibrée et inclusive.